

Tout un automne!

Le 29 août dernier, j'ai débuté le travail en tant que nouvelle coordonnatrice de SLAM après avoir assumé cette fonction pendant près de 30 ans à Solidarité Nord-Sud des Bois-Francis (SNSBF), organisme basé à Victoriaville.

Le premier mois a été en majeure partie consacré à la préparation de l'**assemblée générale annuelle** qui a eu lieu le 29 septembre. Une vingtaine de personnes ont participé à cette assemblée. Michel Poirier a alors quitté le conseil d'administration et Alain Bellemare a été élu. Trois membres ont été réélus; il s'agit de Lise Nantel, Marie-Claude Coupal et Marie-Ève Prévost. Trois autres poursuivent leur mandat : Marcel Gosselin, Maria Franchi et Pierre Charbonneau.

Par la suite, en ce qui me concerne, les mois d'octobre et de novembre ont surtout été consacrés à l'organisation et à la réalisation des **JQSI (journées québécoises de la solidarité internationale)** dont vous trouverez un bref compte-rendu dans ce numéro.

Mais il y a eu beaucoup plus que l'AGA et les JQSI à SLAM cet automne : plusieurs réunions de comités (commerce équitable, coopération, stages, appui aux luttes), des sous-comités, une journée d'emballage au MAXI qui a permis de recueillir près de 1000\$ pour nos projets de coopération au Guatemala, l'envoi de lettres de sollicitation pour ces mêmes projets, la rédaction et l'envoi d'une demande de subvention à une fondation, deux kiosques de produits équitables, deux commandes pour les GAPE (groupes d'achat de produits équitables), la mise à jour de notre site internet, des témoignages de stagiaires, des pétitions, des communiqués, etc.

Il n'y a aucun doute dans mon esprit : l'existence de SLAM repose sur l'implication bénévole et les contributions fidèles de nombreuses personnes qui croient en notre cause, qui ont non seulement la capacité de **S'INDIGNER** mais aussi et surtout, de **S'ENGAGER** pour plus de justice. Nous n'aurons certainement pas de répit en 2012. Nous devons encore faire appel à vous pour appuyer notre organisme, nos partenaires d'ici et du Guatemala.

Nous vous invitons déjà à inscrire à votre agenda qu'**un C.A. élargi aura lieu samedi le 18 février** afin de discuter de commerce équitable et de l'autonomie financière de SLAM. Ce sera l'occasion de faire le point sur nos pratiques et de voir les possibilités d'explorer de nouvelles avenues.

Vous recevrez toutes les informations relatives au déroulement de cette journée au début de février. D'ici là, nous vous souhaitons de beaux moments de fête avec vos proches et des moments de repos aussi...

Hasta luego!

Sylvie Gendron

De retour du Guatemala

L'été dernier, deux contingents de stagiaires des Laurentides ont séjourné au Guatemala durant trois semaines. Un premier groupe de stage, dit régulier, était composé de cinq « filles » : Chantal Turgeon, Nathalie Filion, Martine Roy, Jacinthe Alarie, et Valérie Leblanc. Dans l'ordre habituel sur la photo. Elles ont été accueillies par les membres de la communauté Chicoj Raxquix, qui lutte pour de l'eau potable car leur seul approvisionnement est l'eau de pluie en saison des pluies ou une source à plusieurs heures de marche pour y accéder en d'autres temps. Les « filles » reviennent enchantées de leur séjour, avec un regard transformé de ce qu'on appelle le mal-développement d'un pays comme le Guatemala qui possède les ressources pour faire vivre sa population mais qui maintient un taux de pauvreté de plus de 50 %.



Le deuxième groupe de stage, constitué de six personnes, soit Luc Dugas, Pierre Monette, Yves Nantel, Maria Franchi, Marie-Ève Prévost et Lise Nantel (cette dernière n'apparaît pas sur la photo), avait pour objet de visiter des communautés paysannes luttant pour leur développement par le moyen du commerce équitable. Elles ont approfondi les expériences de la communauté Nueva Alianza et celles du Comité Campesino del Altiplano (CCDA), qui regroupe 30 communautés de 1200 petits producteurs de café. Les stagiaires ont vraiment pu approfondir à loisir ces expériences et reviennent doublement convaincus que le commerce équitable est une voie à privilégier pour favoriser une plus grande justice sociale à l'échelle du globe.



Pour vous procurer le Bulletin spécial SLAM, édité pour l'occasion, et faisant état des témoignages de tous les stagiaires de cette année, contactez-nous : 450-569-6470 ou info@slamlaurentides.org. Il est aussi disponible sur notre site internet au www.slamlaurentides.org.

Yves Nantel



Bilan des Journées québécoises de la solidarité internationale

Du 2 au 12 novembre dernier, la 15^e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) a proposé au public diverses activités permettant d'échanger sur les différentes pistes de l'engagement citoyen.



Guillaume Lemay-Thivierge a été notre porte-parole pour cette 15^e édition. Il s'est dit honoré de pouvoir poursuivre l'œuvre de sa mère Françoise Lemay qui est décédée en 2011 et était membre active de SLAM.

À l'heure où les citoyens de différents pays expriment leur indignation face aux écarts de plus en plus grands entre les riches et les autres et où le gouvernement canadien menace la survie de plusieurs organismes de coopération tout comme celle de groupes communautaires, environnementaux et culturels, nous avons exprimé haut et fort lors des JQSI que c'est « le temps d'agir » pour soutenir les valeurs de solidarité qui sont les nôtres.

Au Cégep de Saint-Jérôme, le 2 novembre à l'Agora, environ 150 étudiant-e-s ont participé à des scènes interactives et visité des kiosques lors de la **foire** de la solidarité.



Puis, le 3 novembre, quelque 130 étudiant-e-s ont assisté à la présentation du **documentaire** « *Le Business de l'or au Guatemala : chronique d'un conflit annoncé* », suivie d'une discussion avec Marcel Gosselin, président de SLAM.

Pour les autres activités offertes au public, nous avons rejoint une vingtaine de personnes par activité :

- le 2 novembre à la bibliothèque de Val-David lors d'une soirée de **témoignages** présentés par trois participantes du stage thématique de SLAM sur le commerce équitable réalisé au Guatemala l'été dernier,
- le 3 novembre au Théâtre du Marais à Val-Morin, lors de la présentation du **film** « *Mirage d'un Eldorado* » (mines au Chili) suivie d'une discussion avec Gerardo Aiquel de la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique Latine,
- le 9 novembre au Cégep, lors de la **conférence** de Raphaël Canet sur l'engagement citoyen,

- le 10 novembre au Théâtre Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse, lors de la présentation du **documentaire** sur le Guatemala (même que le 3 novembre).

Nous avons clôturé les JQSI 2011 le 10 novembre au Centre Ici par les arts de Saint-Jérôme par un **souper communautaire suivi d'une soirée culturelle** avec des artistes régionaux qui nous ont présenté des chansons et des danses de la Bolivie et du Bhoutan, des poèmes, du slam, des numéros de « gumboots » et de percussion africaine ainsi qu'une exposition. Une œuvre collective (mandala) a aussi été créée pendant cette soirée qui fut grandement appréciée. Une soixantaine de personnes y ont pris part.



Des animations scolaires ont aussi été offertes à la polyvalente de Saint-Jérôme et lors d'un rassemblement régional des maisons de jeunes des Laurentides en lien avec la thématique de l'engagement. Ces animations se poursuivront au début de 2012.

En terminant, je tiens à remercier notre porte-parole et les représentant-e-s des partenaires qui ont participé au comité organisateur régional ou ont collaboré à des activités :

- Joëlle Bolduc et Mélanie Morand du Cégep de Saint-Jérôme,
- Nathalie Larochelle du Forum jeunesse des Laurentides,
- Suzanne Chénier d'Amnistie internationale,
- Yolande Montreuil de Développement et Paix,
- Lili Trépanier de Jeunesse Canada Monde,
- Myriam Millette du Café de rue SOS,
- Myrielle Deslandes du Coffret,
- Ximena Londoño du Réseau des femmes des Laurentides,
- Nicole Gagné de la bibliothèque de Val-David,
- Frédérique Lapierre du Théâtre Lionel-Groulx,
- Sonia Piché du Théâtre du Marais.

Merci aussi aux nombreuses personnes bénévoles sans lesquelles cette programmation n'aurait pu se réaliser!

Nous vous rappelons que les JQSI sont coordonnées par l'AQOCI (Association québécoise des organismes de coopération internationale) avec l'appui financier du ministère des Relations internationales.



Nos souhaits pour le nouvel an

Au nom du conseil d'administration, je souhaite à chacun-e

- santé
- amour et amitié
- paix du cœur et de l'esprit
- respect de soi et des autres
- dignité humaine
- projets inspirants
- expériences enrichissantes
- solidarité au quotidien.

Feliz año nuevo !

Sylvie Gendron

Conférence d'ouverture



C'est avec Serge Halimi, directeur du Monde diplomatique, accompagné de Thameur Mekki, journaliste tunisien spécialisé dans le Web social, que le coup d'envoi des JQSI a été donné le 1^{er} novembre à Montréal.



La conférence intitulée « De Tunis à Wall Street : la mondialisation des luttes citoyennes » a fait salle comble. Les gens qui n'ont pu y assister peuvent l'écouter en ligne au www.jqsi.qc.ca (version audio seulement).

M. Halimi nous a parlé d'égalité, de démocratie et de souveraineté. Il a souligné l'importance de la coordination entre les mouvements d'indignés. Et si les médias sociaux jouent effectivement un rôle d'accélération des mobilisations et de récupération de l'espace public, il a rappelé que la contestation a existé bien avant internet et qu'**il faut savoir « quitter son clavier pour aller sur son palier » et écouter ce que les gens ont à dire !**

Les bonnes résolutions pour 2012

En tant que membre, ami-e ou partenaire de SLAM, voici des suggestions de « bonnes résolutions » pour la nouvelle année :

- devenir membre d'un GAPE (groupe d'achat de produits équitables) ou consommer plus de produits équitables,
- m'impliquer dans un comité,
- contribuer aux projets de coopération (levée de fonds en cours),
- participer à des activités publiques (film, conférence, exposition, etc.),
- participer à l'assemblée générale annuelle,
- renouveler mon adhésion (cotisation annuelle de 20\$), devenir membre ou recruter un nouveau membre,
- consultez le site internet et/ou la page Facebook.

Au Guatemala, la « mano dura » l'a emporté.

Le Guatemala vient de choisir sa voie pour les quatre (4) prochaines années en élisant le général Otto Pérez Molina, du Partido Patriota, comme président du Guatemala. Le Partido Patriota, un parti d'extrême-droite, s'est fait élire au deuxième tour sous le signe de la « mano dura » et en séduisant les électeurs en leur promettant de mettre un terme à la violence généralisée qui sévit dans ce pays.

Les résultats de l'élection

Pérez Molina l'a remporté sur son adversaire Manuel Baldizon, du parti LIDER, en cumulant 53,6 % des voix.

L'hémicycle du Congrès guatémaltèque sera désormais composé de 56 députés du Partido Patriota et de 48 députés de la coalition UNE/GANA (coalition qui s'est effritée depuis) sur les 158 sièges au Congrès. C'est donc un parti qui devra faire des alliances pour gouverner puisqu'il n'a pas la majorité absolue. Pour sa part, la gauche constituée de l'URNG, de l'ANN et du Winaq, regroupée dans un Front large, n'aura fait élire que 3 députés et Rigoberta Menchu, se présentant à la présidence, n'aura obtenu que 3,25 % des votes.

Au niveau des mairies¹, le Partido Patriota et l'UNE/GANA se partagent la très grande majorité des élus alors que les partis du Front large ont décroché 5 mairies dont 4 par l'URNG et 1 par le Winaq.

Le taux de votation fut de 68 % alors que ce taux n'atteignait que 40 % lors des 6 élections précédentes (depuis 1985). Les quelque 6,5 millions d'électeurs inscrits avaient le choix entre les candidats de 27 partis politiques différents.

Le néolibéralisme pur et dur dominera

Au deuxième tour, les électeurs avaient le choix entre deux discours principaux : M. Molina se présentait comme celui qui mettrait fin à la violence endémique et M. Baldizon lui opposait la continuité des programmes sociaux mis en place par le gouvernement antérieur. Perez Molina a récolté ses appuis majoritaires dans les grandes villes, principalement affectées par la violence, et Manuel Baldizon dans les campagnes affligées par la malnutrition et la pauvreté.

¹ Il faut savoir, qu'au Guatemala, les candidats à la mairie des 333 municipalités sont officiellement présentés par les partis politiques en présence et élus en même temps que le président et les députés.



Alors que les électeurs avaient élu, en 2007, un gouvernement qui a impulsé quelques réformes sociales mais qui a échoué sur le plan de la mise en échec des narcotrafiquants et de la violence en général, cette fois, ils ont choisi un gouvernement nettement néolibéral et inféodé aux pouvoirs économiques du pays. De plus, Otto Pérez Molina est accusé d'avoir participé ou d'avoir autorisé des massacres lors du conflit armé au début des années 1980.

Le président a commencé à former son cabinet². Il vient de nommer au ministère de l'Économie, M. Sergio de la Torre, qui présidait le CACIF³ en 2006, au ministère des Affaires étrangères, M. Haroldo Caballeros, ancien pasteur évangéliste, grand partisan de la liberté individuelle et des lois du marché et à la Défense, le colonel Anzueto Giron. Ces nominations illustrent bien l'orientation de sa politique visant à favoriser le libre exercice des lois du marché comme rôle de l'État.

² Au Guatemala, le président élu choisit ses ministres, non parmi les élus mais parmi les personnes qu'il croit les plus aptes à occuper les postes ou qui défendront le mieux ses idées.

³ CACIF signifie Comité coordonnateur des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières représentant l'oligarchie au Guatemala et s'objectant à toutes mesures législatives le moins progressistes.

La participation des femmes lors de l'élection

La participation à cette élection fut beaucoup plus importante que celle des années antérieures. De plus, c'est la première fois que les femmes étaient majoritaires sur la liste électorale et qu'elles ont autant utilisé leur droit de vote.

On peut donc y déceler un changement de mentalité, un changement de culture face au rôle de la femme sur le plan politique. Jusqu'à tout récemment, lorsque je faisais des séjours au Guatemala, on m'expliquait que les femmes votaient peu aux élections parce que leurs maris le leur interdisaient. On peut sûrement considérer cette participation accrue comme positive.

D'ailleurs, un autre indice va dans le même sens. Pour la première fois, des partis politiques qui aspirent et qui ont des chances d'accéder au pouvoir ont présenté des femmes à la présidence du pays. C'est le cas de 4 partis politiques ou coalition de partis sur 9 alors que 3 autres ont présenté des femmes comme colistières ou vice-présidentes. Le machisme serait-il en voie de s'éroder ?

Le rôle de l'État dans la redistribution de la richesse

Un autre indice de changement de mentalité se situe au niveau du rôle de l'État dans la redistribution de la richesse par des programmes sociaux. Le gouvernement antérieur a instauré une série de programmes sociaux, calqués sur ceux du Brésil, s'adressant aux familles des régions rurales pauvres.

Cela a eu tellement de succès que leur pertinence fut un enjeu essentiel de la campagne électorale.

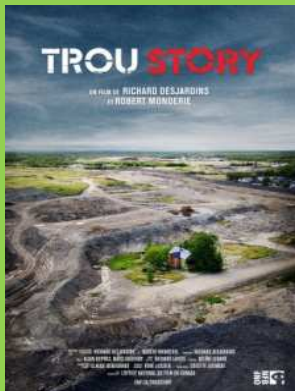
Contraires aux préceptes néolibéraux de la droite au Guatemala et décriés, particulièrement par le CACIF et par le Partido Patriota, tous les partis politiques, y compris le Partido Patriota, ont été obligés de promettre le maintien de ces programmes sociaux de peur de perdre des votes.

Si on y ajoute les progrès pour une réforme de la fiscalité, les pressions des milieux paysans et populaires pour une politique de développement rural intégral et pour des logements décents, celles du mouvement des femmes pour contenir la violence intrafamiliale, etc., on peut y voir une avancée des forces progressistes jusque sur le terrain politique en faveur d'une redistribution plus juste de la richesse sociale par l'intermédiaire de l'État.

Mais avec un tel parti au pouvoir, qu'en sera-t-il de la lutte à la pauvreté et des changements structurels nécessaires pour l'endiguer ? Qu'arrivera-t-il de la politique de développement rural intégral ? Quelle oreille obtiendront les communautés qui rejettent les projets d'exploitation minières dévastateurs de l'environnement et des cultures indigènes mayas ?

L'application stricte des principes du néolibéralisme promise par ce parti laisse présager la prise fréquente de la rue comme moyen de se faire entendre.

Yves Nantel



Trou Story : un 3e film pour Richard Desjardins et Robert Monderie

Après *L'erreur boréale* et le *Peuple invisible*, le documentaire *Trou Story* expose avec clarté, à coups d'images chocs, d'archives rares et d'entretiens, le dossier minier canadien. Adoptant une approche historique, *Trou Story* dénonce les profits faramineux réalisés au Canada par les compagnies minières, au mépris de l'environnement et de la santé des travailleurs.

Nous vous invitons à aller voir ce film qui sera présenté à l'hiver 2012 dans divers Ciné-clubs de la région :

- au Ciné-Marais de Val Morin le 19 janvier,
- au Ciné-Groulx de Ste-Thérèse le 12 février,
- au Ciné-club de Prévost le 24 février.

SLAM sera alors présent pour faire signer les cartes postales du PAQG concernant l'exploration et l'exploitation minière au Guatemala ainsi que la pétition en soutien au projet de loi C-323 (voir l'article de Marcel Gosselin à la dernière page).

PROJETS DE COOPÉRATION DE SLAM

Alors que notre 1^{er} projet de coopération avec le Comité Campesino del Altiplano (CCDA) est en cours de réalisation (voir Bulletin SLAM d'avril 2011), nous avons entrepris avec le CCDA l'élaboration d'un 2^e projet. Ce projet, Développement agroalimentaire et économique de 11 communautés indigènes paysannes guatémaltèques, s'échelonne sur 2 ans et serait rendu possible grâce à l'appui financier de la Fondation Louise-Grenier (FLG) et du ministère des Relations internationales (MRI). Déjà, nous avons reçu une réponse positive de la FLG qui nous octroie 32 000\$ et nous entamons la rédaction du formulaire à déposer en mars prochain au MRI en vue d'obtenir approximativement 115 000\$. SLAM devra investir dans ce projet entre 5 600\$ et 11 000\$ selon les divers scénarios possibles.

L'objectif général du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire de 1047 familles des 11 communautés ciblées grâce à des activités productives orientées vers l'autoconsommation, la vente locale ou l'exportation.

Ses **objectifs spécifiques** sont :

- a) Améliorer et diversifier les productions agricoles destinées à l'autoconsommation.
- b) Développer des projets générateurs de revenus ou créateurs d'emplois.
- c) Renforcer les capacités techniques ou organisationnelles des communautés visées.

Description des activités

A) PRODUCTIONS AGRICOLES POUR L'AUTOCONSOMMATION

- 200 producteurs exploiteront 150 hectares pour la production de maïs, légumineuses et courges. Semences et fertilisants biologiques leur seront offerts de même qu'une assistance technique.
- 3 communautés disposant de sources d'eau suffisantes se construiront chacune 2 étangs pour l'élevage de poissons. Elles développeront aussi la culture du cresson, des tubercules et du soja.

B) PRODUCTIONS AGRICOLES POUR LA VENTE

- **Café** : la première année, 125 producteurs apprendront à mieux exploiter leur plantation de café. La 2^e année, 125 autres producteurs feront de même. Un accompagnement leur sera assuré par un technicien agricole.
- **Miel** : 75 familles seront équipées de 3 ruches chacune et de l'infrastructure pour la production de miel et son empaquetage; aussi, formation et assistance technique leur seront assurées.
- **Noix de macadam** : assistance technique aux 80 familles produisant déjà ces noix. Installation de l'équipement pour l'écaillage, le traitement et l'emballage en vue de l'exportation de ces noix au Canada.

C) FORMATION ET ORGANISATION SOCIALE ET COMMUNAUTAIRE

En début du projet, assemblée communautaire dans chacune des 11 communautés (présentation du projet, réactions et suggestions). Par la suite, les communautés seront regroupées en 3 microrégions, recevant le même programme de formation :

- **Formation agricole** (8 ateliers) offerte à 9 producteurs par communauté.
- Développement des **capacités organisationnelles** des communautés : 8 ateliers offerts aux 10 délégués de chacune des communautés.

- Formation spécifique aux **2 coopératives** qui seront formées. Un volet s'adressera aux assemblées générales et à leurs membres, l'autre volet aux dirigeantEs de ces coops.

D) INNOVATIONS ET DÉVELOPPEMENT.

Voici 3 innovations qui, une fois le projet terminé, légueront des infrastructures permanentes aux communautés:

École de formation agricole pour jeunes de familles paysannes à faibles revenus. Une fois cette école construite et un terrain de travaux pratiques aménagé à cette fin, 20 jeunes provenant de 10 des communautés aidées y suivront le programme suggéré par la Universidad del Valle de Guatemala.

Coopérative d'eau embouteillée

- 5 communautés disposant de sources d'eau de bonne qualité s'associeront pour embouteiller cette eau en bidons, l'acheminer à la municipalité de San Lucas Tolimán où elle y sera vendue aux quelque 2 400 familles ne disposant pas d'eau potable et étant difficilement capables de la payer au prix actuel du marché.
- La coopérative planifie la création de 12 emplois à temps plein qui se maintiendront une fois le projet terminé et compte rémunérer ses travailleuses 8,50\$ par jour, soit le double du revenu agricole moyen.

Coopérative d'habitations

- Pour chacune des deux années du projet, 20 habitations seront construites.
- 2 formations seront offertes : pour la production de matériaux de construction et pour la construction des habitations. Vingt personnes seront inscrites à chacune des formations, avec un effort mis pour recruter des femmes.
- Les maisons construites seront la propriété des familles bénéficiaires. De son côté, la coop définira par règlement la participation exigée des bénéficiaires.

Monique Lapierre

El comercio justo

La promotion du commerce équitable demeure un dossier prioritaire à SLAM en 2011-2012 et est soutenue par une contribution de 11,440\$ qui nous est accordée dans le cadre du Fonds pour l'éducation et l'engagement du public à la solidarité internationale (FEEPSI), pour le projet « *Quand la solidarité Nord-Sud passe par le commerce équitable.* »

Au cours de l'automne qui s'achève, les membres du comité ont discuté des moyens pour rafraîchir notre discours et nos outils. Yves Nantel a travaillé à la production d'un nouveau dépliant qui sera finalisé bientôt.

SLAM a participé à « L'autre marché » de Rosemère en octobre et en décembre. Nous remercions le député NPD Alain Giguère de la circonscription Marc-Aurèle-Fortin pour sa contribution lors du kiosque de décembre.

Le fonctionnement des GAPE (groupes d'achat de produits équitables) a changé. Les membres des comités GAPE sud (Sainte-Thérèse) et GAPE centre (Saint-Jérôme) ont décidé de faire des réunions et des commandes conjointes.

Si vous ne faites pas encore partie d'un GAPE, il est toujours temps de nous faire part de votre intérêt et nous vous contacterons lors de la prochaine commande.

D'ici là, vous pouvez passer à notre local si vous désirez vous procurer des produits. Appelez avant pour vérifier si nous avons ce que vous désirez en inventaire.

Intégrer les produits équitables dans nos habitudes de consommation est une façon concrète d'être solidaire des peuples du sud !

Nouveau look, nouveau nom, engagement renouvelé

Saviez-vous que depuis le 15 mars dernier, TransFair Canada porte le nom de Fairtrade Canada ?

Cette nouvelle dénomination donne une image plus claire de son rôle d'organisme national de certification du commerce équitable et rend l'affiliation à Fairtrade International (FLO) beaucoup plus évidente.

L'adoption de ce nom est une étape logique d'un processus qui a commencé quand des initiatives de labellisation de partout dans le monde, dont TransFair Canada, ont fondé FLO (maintenant Fairtrade International).



De plus, l'ancienne marque en noir et blanc, qui avait su gagner la confiance des Canadiens, cédera bientôt le pas à la marque plus colorée qui est utilisée et reconnue internationalement.

Si la dénomination et l'identité visuelle ont changé, l'engagement envers les producteurs et les canadiens reste le même. Fairtrade Canada reste absolument déterminé à défendre les intérêts des producteurs du monde entier et conserve son double mandat de certifier des produits et de faire l'éducation du public au Canada.



Le SLAM au cœur du monde!

Pour souligner la Semaine du développement international (SDI) du 5 au 11 février 2012, l'AQOCI entend susciter la réflexion sur les grandes questions mondiales, par le biais d'ateliers de slam et d'un concours de slam, sur les réseaux sociaux.

Le slam au cœur du monde est un projet d'**ateliers de slam** pour les jeunes et les adultes qui s'intéressent aux enjeux mondiaux et qui ont envie de vivre une expérience unique d'ouverture sur le monde par le biais d'une démarche artistique et créative, sous la supervision du slameur professionnel, IVY : www.ivycontact.com.

Pour les Laurentides, l'atelier sera offert gratuitement à un groupe de 10 à 15 personnes, **samedi le 14 janvier de 9h. à 17h. à Ici par les arts au 712 Saint-Georges à Saint-Jérôme.**

Le slam au cœur du monde est aussi un **concours virtuel** de slam qui vise à récompenser les participants aux ateliers, tout en sensibilisant le grand public, aux enjeux du développement international. Filmés, les slams de poésie, réalisés à la fin des ateliers seront diffusés sur le site du concours de la SDI 2012 afin d'élargir la portée du projet.

Des prix, jusqu'à concurrence de 500\$ sont prévus pour les gagnants (prix du jury et prix du public/par catégories). Détails au www.aqoci.qc.ca.

« Passez le mot », les places sont limitées. Pour information ou inscription, contactez-nous à : info@slamlaurentides.org.

Le Comité d'appui aux luttes poursuit la sensibilisation et la mobilisation pour que cesse l'impunité de l'industrie extractive canadienne dans les pays en développement.

Le film *Le Business de l'Or au Guatemala : chronique d'un conflit annoncé*, présenté devant neuf auditoires l'an dernier, l'a été à deux reprises dans le cadre des JQSI 2011. D'abord le 3 novembre, devant 130 étudiant-e-s du cégep de Saint-Jérôme (dont 78 ont signé notre pétition), puis, le 10 novembre au théâtre du cégep Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse, devant une vingtaine de personnes. Une dizaine d'entre elles ont alors signé la carte adressée au président du Guatemala que SLAM entend faire circuler dans les prochains mois, en collaboration avec le Projet Accompagnement Québec Guatemala (PAQG) et l'Entraide missionnaire.

Cette carte l'enjoint de respecter la signature de son pays de la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui reconnaît aux peuples autochtones le droit d'être consultés sur l'utilisation de leur territoire. Ce droit a d'ailleurs été réclamé par plus d'un demi-million d'entre eux à travers différents référendums populaires tenus ces dernières années. Cette thématique fut aussi abordée lors de la foire de solidarité au cégep le 2 novembre.



Puis, le 8 novembre, le comité d'appui aux luttes a rencontré les députés néo-démocrates Pierre Dionne-Labelle de Rivière-du-Nord et Marc-André Morin de Laurentides-Labelle pour les alerter des méfaits et ravages causés par de grandes compagnies extractives canadiennes au Sud et de la nécessité d'une législation plus contraignante à leur égard.

Nous en avons profité pour leur remettre **notre pétition signée durant la dernière année par plus de 400 personnes de la région**, réclamant une telle législation obligeant cette industrie à respecter les grandes conventions internationales en matière de droits humains, de droits autochtones et d'environnement.



Les députés et Marcel Lachaine, membre du comité (au centre).

Ces signatures s'ajoutaient aux 350 autres qui avaient été recueillies l'année précédente, dans une autre version de la pétition en faveur du projet de loi C-300 (qui fut défait par 6 voix en octobre 2010), et remises à la députée bloquiste d'alors, Johanne Deschamps.

En outre, cette rencontre aura permis d'amorcer une collaboration sur **les initiatives à encourager pour que cesse l'impunité de cette industrie**. Pour leur part, nos députés se sont engagés à faire le suivi des réalisations du Centre d'excellence en responsabilité sociale de ces entreprises mis sur pied en 2009 par le gouvernement conservateur ainsi que le suivi de *l'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive* (au niveau international), boudée par le Canada. De notre côté, nous avons promis que SLAM regarderait de plus près le projet de loi privé C-323 du député néo-démocrate Peter Julian qui vise à «modifier la Loi sur les Cours fédérales pour la promotion et la protection des droits de la personne à l'échelle internationale.»

Voici le lien pour une pétition qui accompagne ce projet de loi et répond à plusieurs de nos revendications :

http://peterjulian.ndp.ca/download/1406/petition_appel_au_soutien_du_projet_de_loi_c-323_fra_pdf.

Enfin, certains de nos membres ont soulevé la question de la baisse des budgets à l'aide publique internationale sous les Conservateurs pendant qu'exploient les dépenses militaires. Et surtout la nouvelle politique de partenariat de l'ACDI qui, à notre avis, s'avère davantage une rupture de partenariat, en réduisant nos ONG de solidarité et de coopération internationales (ainsi que nos partenaires du Sud) à être de simples sous-traitants. Le député de Rivière-du-Nord s'est offert pour porter nos doléances à ce sujet à la Chambre des Communes.

Marcel Gosselin

Bonne lecture!

*Pour nous faire part de vos commentaires ou suggestions :
info@slamlaurentides.org ou 450-569-6470*